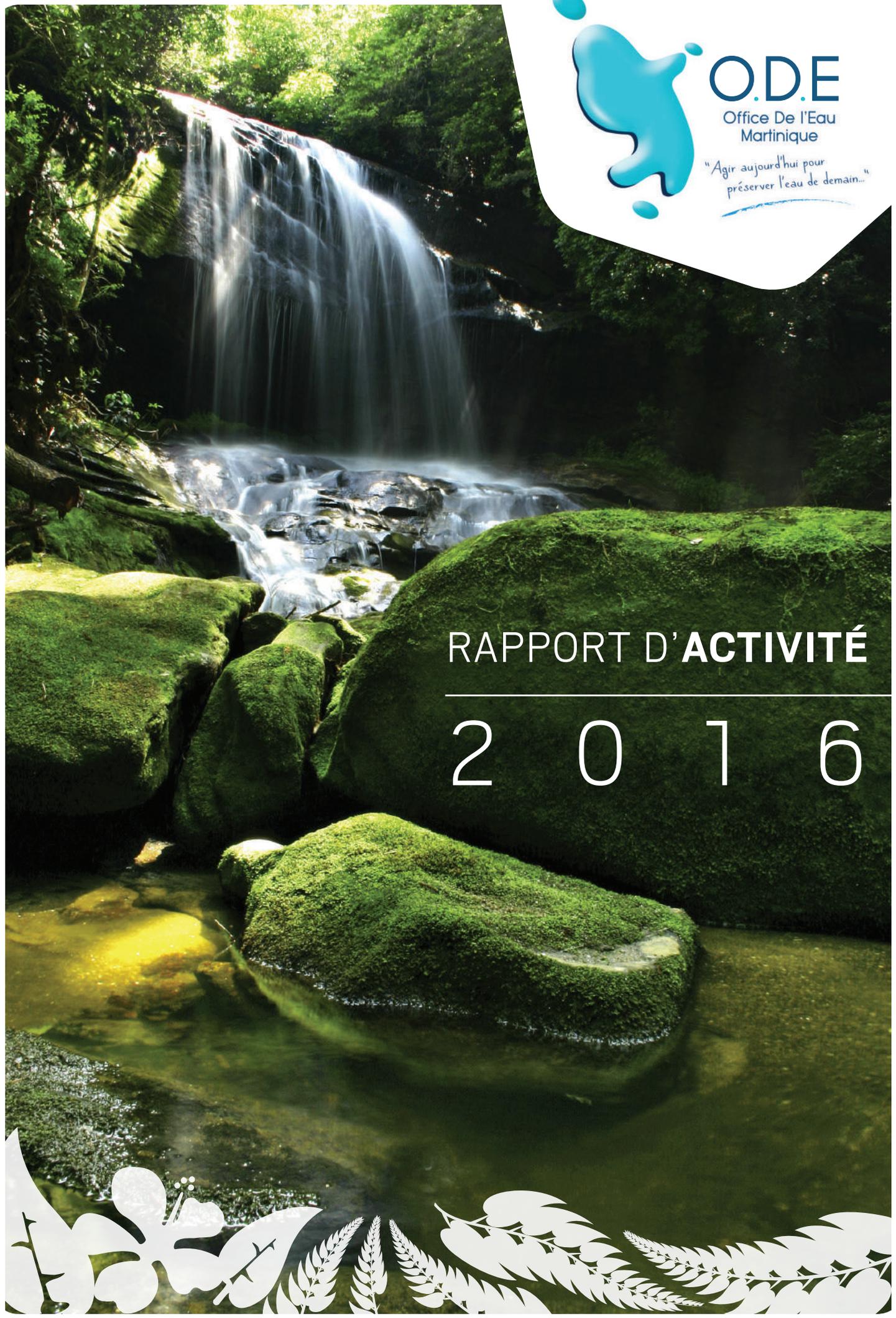




**O.D.E**  
Office De l'Eau  
Martinique

*"Agir aujourd'hui pour  
préserver l'eau de demain..."*



# RAPPORT D'ACTIVITÉ

---

# 2 0 1 6



# Sommaire

<b>E</b> dito .....	3
<b>F</b> aits et chiffres clefs 2016 .....	4
<b>A</b> ssurer la gouvernance de l'eau sur le bassin Martinique .....	7
<b>S</b> urveiller, étudier la ressource en eau potable et la pression des usages .....	11
<b>A</b> pporter du conseil technique et de l'expertise métiers aux collectivités.....	17
<b>F</b> inancer les opérations publiques et privées en faveur de la ressource en eau .....	21
<b>M</b> ettre à la disposition des citoyens une information accessible sur l'eau .....	27
<b>R</b> elayer le savoir-faire français dans la Caraïbe et se positionner au cœur de la gouvernance internationale de l'eau .....	31
<b>L</b> 'Observatoire de l'eau, un outil partenarial au service de tous .....	35
<b>L</b> 'ODE, une équipe et des moyens dédiés aux enjeux de l'eau .....	41
<b>P</b> erspectives .....	44
<b>G</b> lossaire .....	45



## Le Mot du Président

Claude LISE, PRÉSIDENT

### « L'ODE VA RENFORCER SES ACTIONS POUR FAIRE FACE, À L'ÉCHELLE DU BASSIN, AUX GRANDS DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX. »

13 ans après avoir porté le projet de création des Offices de l'Eau des Outre-Mer et contribué à créer l'ODE Martinique en 2002, j'ai été très heureux de reprendre sa présidence en 2016. Je suis en effet tout particulièrement attaché à cette structure qui est aujourd'hui un organisme dont l'expertise est reconnue en Martinique, dans l'hexagone et même au plan international et suis déterminé à poursuivre mon action en faveur de la préservation de l'eau, des milieux aquatiques et littoraux dans notre île.

L'activité en 2016 s'est traduite par de nombreuses actions dans le cadre des missions de l'Office De l'Eau qui ont été mises en œuvre par une équipe dont le savoir-faire est reconnu et dont je veux saluer le dynamisme.

L'Office De l'Eau va renforcer, en 2017, ses actions définies dans le cadre du troisième PPI 2017-2022 qui couvre les enjeux de la gestion de l'eau de demain, conformément au SDAGE 2016-2021, pour faire face, à l'échelle du bassin, aux grands défis environnementaux auxquels nous sommes confrontés.



## L'Édito

Michéla ADIN, DIRECTRICE GÉNÉRALE

### «L'ODE, AU SERVICE DE LA GESTION INTÉGRÉE DE L'EAU EN MARTINIQUE »

2016 constitue pour l'ODE le démarrage d'un nouveau cycle de gestion du bassin Martinique. C'est aussi l'année de clôture du 2ème Programme Pluriannuel d'Intervention (PPI) 2011-2016, et de construction du 3ème PPI 2017-2022.

L'année 2016 a été également marquée par la mise en place d'une nouvelle gouvernance avec le retour en fonction de Claude LISE en qualité de président du Conseil d'Administration.

2016 aura été enfin, une année phare pour la coopération internationale avec la poursuite et le renforcement du cycle de coopération initié en 2014

Au-delà de ces changements, l'ODE a poursuivi ses missions fondamentales que sont la recherche de la connaissance, la diffusion de l'information, la sensibilisation des populations mais également l'accompagnement financier et technique des opérateurs de l'eau.

L'équipe de l'ODE Martinique et moi-même sommes fiers de vous présenter notre rapport d'activité 2016.

Pour nous le travail continue, nous sommes plus que jamais motivés et soucieux de mieux connaître, pour mieux informer et sensibiliser nos populations sur l'eau en Martinique !



# Quelques ACTIONS menées en 2016

## ▶ Etude de la Rivière Oman pour retrouver un bon état de qualité

8 des 20 masses d'eau de rivière de la Martinique devaient atteindre le bon état en 2015. Cet objectif fixé par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) n'ayant pas été atteint pour les rivières Case Navire et Oman, l'ODE a mené une étude pour identifier les pressions majeures et les mesures qui permettraient de le retrouver.

## ▶ Révision du PPI

Le Programme Pluriannuel d'Intervention (PPI) de l'ODE planifie les actions pertinentes à mener sur le territoire. Il a été révisé en 2016 pour s'adapter aux enjeux du SDAGE pour la période 2017-2022. Analyse, concertation, construction du plan d'intervention ont été au programme de l'année 2016.

## ▶ Réflexion sur une politique sociale de l'eau

Pour faire face à la problématique de la pauvreté en eau en Martinique et en application de la loi Brottes, une étude a été menée sur la mise en place d'une politique sociale de l'eau. Les résultats ont été présentés aux élus et décideurs politiques lors d'un séminaire de restitution organisé par l'ODE.

## ▶ Expédition Madibenthos

Dans le cadre d'un programme d'acquisition de nouvelles connaissances sur le milieu marin martiniquais, le Muséum National d'Histoire Naturelle a mené un inventaire de la faune et de la flore marines côtières de l'île. L'objectif est de mieux connaître la population d'invertébrés marins de petite taille.

## ▶ Accompagnement des exploitants de Station d'EPuration (STEP) pour l'auto surveillance

L'ODE a été mandaté pour financer et accompagner techniquement les exploitants de STEP afin de leur permettre de faire de l'auto-surveillance. Ce chantier qui s'inscrit sur deux années a débuté en 2016.

## ▶ Avancement du projet ATTENTIVE

Initié en 2014 pour une durée de 5 ans, ce projet expérimente l'adaptabilité au contexte tropical de la filière de traitement des eaux usées domestiques par les Filtres Plantés de Végétaux (FPV). En 2016, l'ODE poursuit le suivi des stations d'épuration pilotes en FPV du François et du Diamant afin d'optimiser leurs performances.

## ▶ Livraison du chantier de réhabilitation de l'adduction d'eau potable de la ville de Thiotte (Haïti)

Dans le cadre d'un projet global de gestion de l'eau de l'arrondissement de Belle Anse en Haïti, l'ODE et ses partenaires ont achevé en 2016 la réhabilitation du réseau d'eau potable du bourg de la ville de Thiotte. 70 000 personnes peuvent désormais bénéficier de meilleures conditions d'accès à l'eau, dans une région où la ressource est rare.

## ▶ Organisation de la 42<sup>ème</sup> réunion du Conseil d'Administration du GWP-C

L'ODE a organisé en Martinique, les 1<sup>er</sup> et 2 décembre, la 42<sup>ème</sup> réunion du Comité Directeur du Global Water Partnership Caribbean. A l'issue des travaux, les membres ont émis le souhait que l'Office soit nommé observateur de la mise en place de la procédure relative à la bonne gouvernance de l'organisation.

## ▶ Renouvellement du partenariat avec le Carbet Des Sciences

L'ODE a reconduit son partenariat sur *Manman Dlo*, l'exposition interactive sur l'eau et les milieux aquatiques à la Martinique. Le partenariat s'élargit désormais aux activités « Autour de l'eau » qui intègrent des outils pédagogiques des deux structures.

## CHIFFRES CLEFS 2016

- 382** prélèvements en rivière
- 73 899** données bancarisées dans AQUATIC (la base de données ODE chimie rivières) en 2016 qui en compte au total 675 396.
- 80** stations d'épuration suivies en routine.
- 24** études programmées (10 terminées) dont 3 en Sciences Humaines et Sociales, 15 en lien avec la gouvernance, 17 orientées sur la connaissance (dont 13 sur les rivières).
- 82** délibérations d'attribution de subvention dont 50 attributions effectives durant l'année pour un montant total de 4 666 504 € dont 4 563 769 € sur les crédits de 2016.
- 94%** des montants des aides attribuées aux collectivités ; le reste étant réparti sur le secteur privé, les industriels, les agriculteurs, les associations et autres acteurs.
- 2** formations réalisées ayant permis de former 40 personnes.
- 2** séminaires grand public et 9 conférences organisées en collectivités

# ASSURER LA GOUVERNANCE DE L'EAU SUR LE BASSIN MARTINIQUE



Établissement public local à caractère administratif, l'Office de l'Eau Martinique est l'acteur incontournable de la préservation des ressources en eau sur notre territoire. Exécutif du Comité de Bassin (aujourd'hui Comité de l'Eau et de la Biodiversité), il met en oeuvre les mesures du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). L'ODE exerce ses missions dans le cadre de programmes d'actions pluriannuels avec pour objectif final l'atteinte du bon état de nos ressources en eau. ■

# Assurer la gouvernance de l'eau

- Mettre en œuvre le SDAGE 2016 - 2021, construire le 3<sup>ème</sup> PPI



## ► Acteur central de la politique de l'eau

En 2016, l'ODE a poursuivi sa participation aux instances de la gouvernance : Comité de l'eau et de la biodiversité, Mission Inter-Services de l'Eau et de la Nature (MISEN), Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), conseils d'administration d'Odyssi, Groupes de Travail (GT) du Ministère de l'Écologie,...

## ► Développer le SDAGE 2016-2021

L'ODE a mis en place les premières actions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021, et de son Programme De Mesures (PDM). Le SDAGE décline la politique de mise en oeuvre de la Directive Cadre Européenne sur l'eau (DCE) sur le territoire martiniquais. Il planifie les grandes orientations visant une gestion raisonnée de la ressource et fixe des objectifs de qualité des eaux à atteindre. Le nouveau SDAGE intègre les impacts du changement climatique, met l'accent sur les zones humides, les milieux marins et leurs écosystèmes, l'assainissement autonome et la pêche en rivière.

## ► Élaborer le troisième PPI

L'ODE a souhaité co-construire le 3<sup>ème</sup> Programme Pluriannuel d'Intervention avec ses partenaires en s'appuyant sur une large concertation pour l'élaboration du diagnostic, les perspectives et les moyens à mettre en œuvre. Cette co-construction s'est déroulée de février à septembre et le PPI 2017-2022 a été adopté en décembre 2016.



### ► Analyse Coût-Efficacité : une première française !

L'ODE, avec l'aide financière de l'Onema, a réalisé une Analyse Coût-Efficacité (ACE) sur des mesures du PDM. L'ACE est un outil d'analyse économique permettant de comparer et relativiser les coûts et les résultats d'une action. Il intègre 3 dimensions : l'efficacité environnementale, l'efficacité économique et l'acceptabilité sociale. Son objectif est d'aider à la décision, de rationaliser la dépense publique et de limiter les impacts sur la capacité à payer des usagers. Il s'agit d'une première française dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques.

### ► Les missions de l'ODE

Organisme public créé en 2002, l'Office De l'Eau Martinique est chargé de faciliter diverses actions d'intérêt commun dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques.

Équivalent des agences de l'eau de l'hexagone, il a pour missions :

- l'étude et le suivi des ressources en eau, des milieux aquatiques et littoraux et de leurs usages,
- l'assistance technique et la formation,
- la collecte de la redevance et le financement d'études, d'aménagements et de projets en faveur de la ressource,
- l'information et la sensibilisation de la population martiniquaise,
- la mise en œuvre d'actions de coopération internationale.

# Travaux sur le bassin Martinique

## • L'ODE au cœur des grands projets pour le bassin Martinique

### ► Intervenir sur les chantiers structurants

L'ODE a participé activement à l'émergence du Parc marin, à l'installation du Comité de rivière du Galion et de l'Observatoire martiniquais de la biodiversité (OMB). Il a mené, avec ses partenaires, la réflexion sur le Contrat de littoral Sud et est intervenu sur les grands projets comme Martinique île Durable porté par l'Agence Martiniquaise de l'Énergie, le Plan EAU Dom et le Label Forêt d'exception.

### ► CMUBA, nouvelle instance du bassin Antilles

L'ODE a intégré le Conseil Maritime Ultramarin du Bassin des Antilles (CMUBA), nouvelle instance de gouvernance concertée, mise en place en 2016. Le CMUBA est chargé d'élaborer une politique intégrée de la mer et du littoral, à l'échelle de la zone géographique comprenant les eaux sous souveraineté ou juridiction françaises bordant la Martinique, la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Il traitera aussi des enjeux spécifiques aux Antilles (cyclones et séismes, chlordécone, sargasses, poisson lion, patrimoine culturel...).

### ► Réflexion sur une politique sociale de l'eau

L'ODE par délégation des collectivités à compétence eau (SCNA, SCCNO, SICSM et la CACEM) a mené une étude sur le calibrage d'une politique sociale de l'eau. Il s'agirait de permettre aux ménages les plus démunis de payer en fonction de leurs revenus, de mieux maîtriser leur consommation, d'étaler les paiements, de faire travailler ensemble acteurs de l'eau et acteurs sociaux. La Martinique s'inscrit ainsi, comme 50 autres collectivités françaises, dans cette grande expérimentation nationale inspirée par la loi Brottes, dérogeant au principe « l'eau paye l'eau ». Cette réflexion a donné lieu à un séminaire de restitution en novembre.



### Déclinaison de la politique de l'eau



Objectif : bon état des eaux

*La politique de l'eau en France*

\* Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques



## • Développer les partenariats, un axe fort de la politique de l'ODE



### ► **Élaboration de la nouvelle convention avec la DEAL**

L'ODE travaille de façon très étroite avec la DEAL (Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), en particulier sur :

- le pilotage opérationnel et la coordination pour la surveillance des milieux et la collecte des données
- la structuration et la diffusion de la connaissance sur l'eau
- la définition et le suivi des orientations régionales.

De nombreuses actions présentées dans le document ci-joint ont été menées de concert (études, sensibilisation, SDAGE, PPI...). L'année 2016 marquait aussi la fin de la convention pluriannuelle d'objectifs 2013-2015 et l'élaboration de la prochaine convention 2017-2022 liant les deux organismes.

### ► **ODE/ONF/PNRM : 16 actions en 2016**

L'ODE a mené 16 actions avec l'Office National des Forêts (ONF) et le Parc Naturel Régional de la Martinique (PNRM) dans le cadre d'une convention tripartite pluriannuelle 2013-2016. Sur l'année 2016, ces actions ont concerné des opérations de connaissance, de protection, de sensibilisation et de formation, pour une participation financière de l'ODE de 178 500 euros.

### ► **Le réseau Sentinelle, unique en France**

Porté par l'ODE, le Réseau Sentinelle est l'un des points forts du partenariat avec l'ONF et le PNRM. Son objectif est d'utiliser la présence sur le terrain et les compétences environnementales des agents de l'ONF et du PNRM pour répertorier les potentielles sources de pollution des milieux aquatiques (rejets, décharges, déchets...). L'information collectée permet ainsi d'orienter les actions futures.



### ► **Avec le Conservatoire Du Littoral (CDL), 11 actions pour la sauvegarde du littoral**

A travers la convention 2012-2016, l'ODE s'est engagé avec le CDL pour la sauvegarde de l'espace littoral et des zones humides. En 2016, l'Office a soutenu 11 actions du CDL pour un montant de 135 900 euros : acquisitions foncières (Trou au Diable, morne Champagne), travaux, études sur la mangrove et la mise en place du Réseau Pôle Relais Zones Humides.

### ► **Une convention d'assistance technique avec l'IFREMER**

L'ODE a établi une convention d'assistance technique avec l'IFREMER (Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la MER) pour la surveillance des masses d'eau littorales et de transition. La contribution de l'ODE s'est élevée à 30 000 euros en 2016.

### ► **CHLOR-EAU-SOL , signature d'une convention avec le CIRAD**

Dans le cadre de l'étude CHLOR-EAU-SOL sur la contamination par la chlordécone des eaux et des sols des bassins versants, l'ODE a signé, en mars 2016, une convention avec le CIRAD (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement) pour un montant de 57 000 euros.

### ► **Développer les partenariats privés**

L'ODE a finalisé deux nouvelles conventions de partenariat avec des acteurs privés : avec Dénébola, sur des actions de sensibilisation à la préservation des écosystèmes aquatiques et du milieu sous-marin auprès des scolaires, du grand public, des plaisanciers, des professionnels de la mer et du nautisme ; avec l'Expédition 7ème Continent notamment sur la conception d'outils multimédia relatifs à la dérive des déchets et pour des interventions auprès des scolaires.



# SURVEILLER, ETUDIER LA QUALITÉ DES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PRESSION DES USAGES



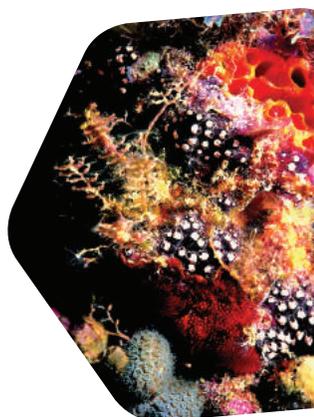
# 2

Retrouver le bon état des masses d'eau, veiller à une gestion durable de la ressource en cohérence avec la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE), faire face aux changements climatiques, mettre en œuvre les actions nécessaires à la protection des milieux aquatiques, faire bénéficier aux citoyens des ressources en eau de qualité sont autant de nécessités qui exigent la mise en place de programmes de connaissance et de surveillance.

Dans le cadre de sa mission institutionnelle d'étude, de suivi et de préservation des ressources en eau, des milieux aquatiques et littoraux, et de leurs usages, l'Office De l'Eau réalise des études et des opérations en maîtrise d'ouvrage et/ou en partenariat avec les autres acteurs de l'eau. ■

# 2 Surveiller, étudier la qualité des milieux aquatiques et des usages

- Améliorer la surveillance de la ressource en eau



## ► Des réseaux de mesure optimisés

Les réseaux de mesure gérés par l'ODE permettent d'évaluer la qualité des milieux aquatiques, (eaux de surface, souterraines ou littorales) et l'impact des activités humaines. Ils aident à détecter d'éventuelles nouvelles dégradations et à apprécier les résultats des actions de restauration. Les stations de suivi sont réparties sur tout le territoire martiniquais. L'ODE travaille constamment à l'optimisation de ces réseaux établis par l'Europe, afin d'en améliorer la pertinence.

## ► Des réseaux qui évoluent

En 2016, le réseau de stations de mesure des rivières comporte 28 stations, dont 20 pour les réseaux Directive Cadre Européenne sur l'Eau (DCE) de contrôle de surveillance et de contrôle opérationnel et 8 pour le réseau « pesticides ». Un groupe de travail réunissant Impact Mer, l'IFREMER, la DEAL et l'ODE a redéfini le réseau de suivi du littoral. Ainsi, il comporte, avec 9 stations "herbiers", 15 stations "récifs coralliens" et 20 stations de physico-chimie et phytoplancton (19 en littoral et 1 à l'étang des Salines).

Le réseau de suivi des eaux souterraines quant à lui comporte 21 stations de suivi de la qualité. Le plan d'eau de La Manzo est aussi suivi dans le cadre de la DCE, par son gestionnaire la CTM en partenariat avec l'ODE

## UNE ANNÉE DENSE POUR LA SURVEILLANCE DE LA RESSOURCE EN EAU

278	jours dédiés aux réseaux de suivi de la qualité des milieux aquatiques
197	sorties de la cellule terrain
382	prélèvements en rivière (cellule terrain)
80	stations suivies en routine
4	stations de contrôle enquête (impact STEP) dont 3 rejets rivière et 1 rejet mer
73 890	données nouvelles enregistrées dans la base de données AQUATIC (base ODE chimie des rivières, qui en contient au total 675 396).
9 759	données sur la qualité des eaux souterraines enregistrées dans ADES (base nationale)
621	paramètres de chimie de l'eau (430 eaux de surface, 191 eaux souterraines)
5	indicateurs biologiques : diatomées, invertébrés, corail, herbiers, phytoplancton (organismes présents dans les rivières dont l'état informe sur la santé du cours d'eau)

# 5 milieux aquatiques et la pression

- Plus de 900 000 euros octroyés au suivi de la qualité

## ► Protéger durablement la ressource

L'ODE finance les prélèvements et les analyses physico-chimiques et biologiques qui renseignent sur l'état des eaux martiniquaises. En 2016, 913 056 € TTC, dont 100 000 € sur les fonds propres de l'ODE (le reste financé par l'Onema), ont été consacrés au suivi des milieux. De nombreux paramètres sont analysés comme la teneur en nitrates, les micropolluants minéraux, les pesticides et autres micropolluants organiques...

Avec plus de 250 molécules recherchées, des indicateurs de suivi et des méthodologies adaptés, l'Office De l'Eau Martinique contrôle la qualité des rivières, des eaux souterraines et du littoral bien au-delà des exigences européennes.

## ► Mesurer l'état de santé des rivières : une méthodologie adaptée

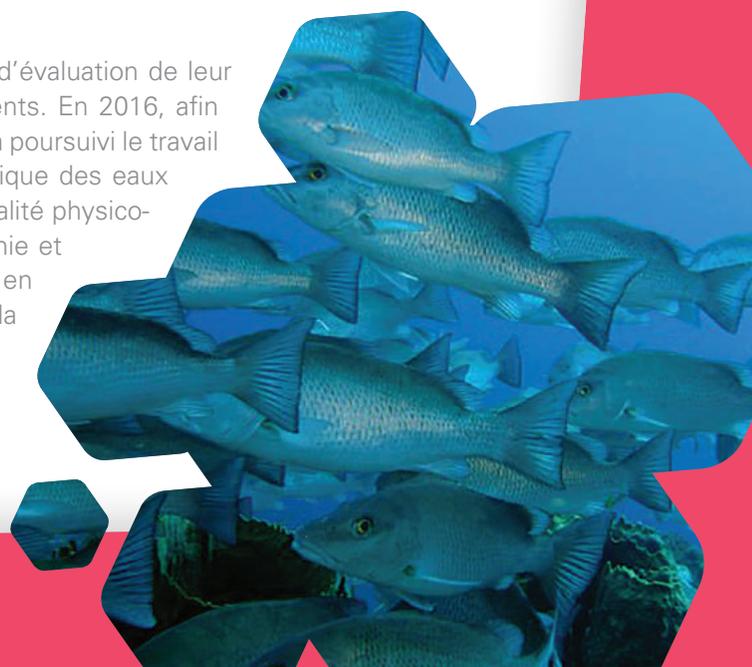
Au fil des ans, l'ODE a développé une méthodologie adaptée aux cours d'eau tropicaux insulaires notamment sur le suivi biologique. Les indicateurs nationaux étant, pour certains, inappropriés à nos milieux, l'Office a contribué à mettre au point des indicateurs biologiques « tropicalisés » propres aux espèces locales comme l'Indice Biologique Macro-Invertébrés Antilles (IBMA) et l'Indice Diatomique Antilles (IDA), reconnus au niveau européen. La cellule terrain a poursuivi son activité de prélèvement, notamment pour les réseaux DCE rivières et pesticides. Le suivi de la qualité physico-chimique des cours d'eau a été planifié sur 28 stations de mesure (dont 21 DCE).

## ► 21 stations suivies pour la préservation des eaux souterraines

Les eaux souterraines représentent une réserve significative mais très peu exploitée en Martinique. Ainsi, l'eau du robinet provient à seulement 5% de la ressource souterraine. Une convention avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) a été signée pour le suivi de 21 stations. Environ 170 paramètres sont étudiés. Deux campagnes de prélèvement ont eu lieu en 2016, en avril et en novembre.

## ► Les eaux littorales sous surveillance

Les eaux littorales étant des milieux complexes, les méthodes d'évaluation de leur qualité sont moins abouties que celles des autres environnements. En 2016, afin d'améliorer les connaissances et la surveillance du littoral, l'ODE a poursuivi le travail entamé par le Réseau d'Observation de la Contamination Chimique des eaux littorales (ROCCH) et a cofinancé le réseau d'observations de qualité physico-chimique des fonds de baie et ports (réseaux RNO-physico-chimie et REPOM). Ces réseaux de suivi sont indispensables à la mise en place d'actions de reconquête de la qualité de ces eaux et la préservation de leurs usages.



## ► Caractéristiques du bassin martiniquais

### Une ressource abondante :

Pluviométrie annuelle : 2705 millions de m<sup>3</sup> d'eau

### Consommation :

- **Domestique** : environ 43 millions de m<sup>3</sup>/an
- **Agricole et industrielle** : environ 10 millions de m<sup>3</sup>/an

### Une ressource inégalement répartie :

- **Dans l'espace** : nord montagneux (Montagne pelée 1397m, pitons du Carbet 1197m) et pluvieux, sud sec et constitué de plaines
- **Dans le temps** : l'essentiel des précipitations tombe de juillet à novembre : 80% de la ressource est produite pendant cette période. De mars à mai, la pénurie d'eau rend difficile la satisfaction de tous les usages

### Une ressource à sécuriser :

- L'essentiel des ressources provient du Nord. La rivière Capot fournit ¼ de l'eau potable de la Martinique.
- L'eau est produite en zone de risques naturels, volcaniques, sismiques, cycloniques.
- L'utilisation des produits phytosanitaires, 2600 tonnes/an, fragilise la ressource

## ► Des milieux riches mais fragiles

### Eaux de surface :

Plus de 70 rivières principales  
300 cours d'eau permanents

### Eaux littorales et milieu marin :

350 km de littoral  
48 espèces de coraux  
70 espèces d'éponges  
35 espèces de gorgones  
143 espèces de poissons

### Zones humides :

Ce sont des terrains inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire.

- 1200 zones humides de 2500 hectares (mares, étangs, prairies humides, mangroves...)
- 80 % de mangroves

## ► Eau potable, les chiffres

**12** usines de traitement de potabilisation

**298** réservoirs

Plus de **3000 km** de canalisations

**70%** de la production d'eau potable est issue de 4 captages : la rivière Capot, la Lézarde, et 2 sites de la rivière Blanche.

## • Des études pour développer les connaissances sur les milieux aquatiques

### ► Mieux connaître pour mieux gérer

Mettre en place une gestion raisonnée, préserver la ressource, intervenir de manière efficace et appropriée, toutes ces actions exigent une bonne connaissance des milieux aquatiques, de leurs usages et de l'impact des activités humaines. L'ODE engage et finance des études afin de contribuer à l'amélioration des savoirs. Celles menées en 2016 ont ainsi mobilisé 137 jours de terrain et ont concerné de nombreuses thématiques. Au total, sur les 24 études programmées, 10 ont été achevées en 2016, et 11 sont en cours.

#### Chiffres clés

<b>137</b>	jours de terrain au total :
<b>58</b>	jours sur le projet ATTENTIVE
<b>41</b>	jours pour la rivière Oman
<b>20</b>	jours en suivi de STEP
<b>12</b>	jours pêches électriques

### ► Accompagner l'expédition Madibenthos

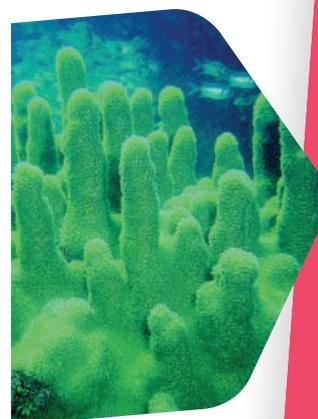
La Martinique est identifiée comme l'un des « hotspots » mondiaux de la biodiversité marine. Mais les invertébrés de petites tailles (algues, vers, mollusques, crustacés, échinodermes, ascidies...) sont très mal connus. Le Muséum National d'Histoire Naturelle, en partenariat avec l'ODE, a mené l'expédition Madibenthos afin d'inventorier la faune et la flore marines côtières martiniquaises qui s'est déroulée du 5 septembre au 11 octobre.

### ► Edition d'un atlas des diatomées

Les diatomées (algues microscopiques unicellulaires présentes dans tous les milieux aquatiques et humides) sont un bon indicateur biologique de la qualité des eaux et les étudier revêt un caractère essentiel pour le suivi des milieux. Suite au développement d'un bio-indicateur diatomées des cours d'eau (2009-2012), l'ODE a signé une convention avec ses partenaires pour la réalisation d'un atlas. Une nouvelle convention a été signée en juin 2016 pour compléter cet « Atlas des diatomées des cours d'eau » avec les taxons rares et non indiciaires. Cet ouvrage remarquable, qui compile toutes les connaissances sur le sujet, est en cours d'édition.

### ► Soutien à l'étude sur les herbiers marins

Le CNRS a engagé une étude sur l'écologie trophique de la tortue verte. Elle permet notamment d'évaluer les conséquences du développement d'une plante invasive (la halophila stipulacea) sur les herbiers marins dont elle se nourrit, les habitats et les espèces indigènes. L'ODE a apporté son soutien financier à ces travaux et un avenant à la convention a été signé pour compléter l'étude sur le suivi des herbiers.



## • Les incidences des activités humaines sur l'état des eaux



### ▶ Poursuite de l'étude sur la contamination à la chlordécone

Pour la 4ème année consécutive, l'étude Chlor-Eau-Sol sur la contamination par la chlordécone des eaux et des sols s'est poursuivie, en particulier sur le bassin versant du Galion. L'étude a été étendue à l'ensemble des pesticides et un point de suivi a été rajouté sur le bassin versant du Galion dans le cadre de la convention de suivi annuel des eaux souterraines avec le BRGM.

### ▶ Stations d'emballage de bananes, réduire l'impact des fongicides

L'ODE a poursuivi les études de l'impact des rejets des stations d'emballage de bananes sur les milieux aquatiques. Il s'agit d'évaluer l'efficacité des dispositifs de réduction des émissions de fongicides post-récolte.

### ▶ Ferme pilote Agéris, poursuite de l'expérimentation

En 2011, l'ODE s'est engagé avec ses partenaires sur le site pilote de la ferme Agéris du Lamentin, située sur un bassin versant bananier. Il s'agit de suivre le flux des pesticides afin de mettre en œuvre une série de bonnes pratiques agroenvironnementales, d'évaluer leurs performances et de les diffuser auprès d'autres agriculteurs. Un avenant a permis de prolonger l'expérimentation jusqu'en juin 2016.



### ▶ Plan Ecophyto, changer les pratiques au jardin

L'action "Ecophyto Zones Non Agricoles" (ZNA), menée en collaboration avec la Fredon et la DEAL dans le cadre du volet non agricole du plan Ecophyto 2018, s'est poursuivie. L'opération qui comporte un volet collectivités et un volet jardiniers amateurs a pour but d'expliciter les types de produits utilisés, les pratiques et les quantités employées, de définir des politiques de réduction des usages, de pratiques alternatives et de sensibilisation aux risques.

### ▶ Rivière Oman, une étude pour atteindre le bon état

La Directive Cadre Européenne sur l'Eau (DCE) prévoyait, pour 2015, l'atteinte du bon état pour 8 rivières de Martinique. Les rivières Case Navire et Oman n'ayant pas atteint cet objectif, l'ODE a réalisé une étude pour identifier les pressions qui s'exercent sur ces cours d'eau. Le diagnostic et le plan d'actions concernant la rivière Oman ont été présentés en juillet 2016. 22 mesures permettant de retrouver le bon état de ce cours d'eau ont été proposées. Une évaluation économique coût-efficacité du plan d'actions a été lancée en fin d'année.



### ▶ "Les Martiniquais et les rivières", diffusion de l'étude sociologique

L'ODE a édité et diffusé l'étude commandée au CNRS sur « La relation des Martiniquais aux rivières ». La prochaine phase concernera « La relation des Martiniquais aux mangroves ». L'objectif de ces travaux est de remettre l'homme (usager/acteur) au cœur des études sur la ressource et sa gestion, en s'interrogeant sur les représentations et les pratiques associées aux cours d'eau. Tenir compte de ce facteur sociologique permet de lever les éventuels freins, de mieux définir les besoins et d'adapter les actions de sensibilisation.

## APPORTER DU CONSEIL TECHNIQUE ET DE L'EXPERTISE METIERS AUX COLLECTIVITÉS



# 3

L'ODE propose aux collectivités et notamment aux EPCI (Etablissements Publics de Coopération Intercommunale), une offre de services pour permettre à leurs collaborateurs de monter en expertise sur les questions liées à la ressource eau, tant du point de vue de l'ingénierie financière que de l'appui technique : mise en place de sessions de formations, organisation de séminaires professionnels, conseil au montage d'opérations, etc. L'ODE met à disposition ses savoirs et son équipe d'experts. ■

# 3 Apporter du conseil technique

- 40 personnes formées, 2 conventions signées



## ► Accroître la compétence sur l'eau

Pour accroître le niveau de connaissance et de qualification des différents acteurs, l'ODE met en place des formations sur la gestion de l'eau et les milieux aquatiques adaptées au contexte martiniquais. En 2016, deux formations ont été réalisées :

- "Montage, gestion et suivi des dossiers de demandes de subvention", en partenariat avec l'Onema et la Préfecture.

- "Education à l'environnement", réalisée à la demande d'écoles primaires.

Ainsi, 40 personnes ont pu être formées, personnel des collectivités et personnel scolaire.

## ► Développer les conventions avec les professionnels

Deux conventions pluriannuelles ont été signées. Un partenariat avec la Chambre d'Agriculture a été conclu en juillet, pour la mise en œuvre de formations sur la période 2016-2021 sur des thématiques d'optimisation de l'irrigation, de gestion des effluents d'élevage, de récupération des eaux pluviales, etc.

La convention avec le CNFPT (Centre National de la Fonction Publique Territoriale) a été renouvelée pour le perfectionnement des agents des collectivités en charge de la gestion des eaux, et des agents communaux.



### ► Des formations :

#### Pour qui ?

Les formations s'adressent à tous les corps de métiers concernés par les problématiques liées à la ressource en eau :

- agents des collectivités
- industriels et entreprises privées
- gestionnaires de zones d'activité
- exploitants en eau
- professionnels de la plomberie et de la vidange
- entrepreneurs
- agriculteurs
- pêcheurs
- éleveurs
- restaurateurs
- architectes
- carriers
- personnel des écoles
- associations...

#### Pour quoi ?

L'Office propose, aux collectivités et aux chambres consulaires, des partenariats sous forme de conventions ponctuelles ou pluriannuelles.

Toutes les thématiques liées à la gestion et la préservation de la ressource en eau sont traitées : optimisation de l'irrigation, gestion des effluents d'élevage, accompagnement à l'assainissement, surveillance et contrôles des rejets, eau et urbanisme, réglementations, eaux pluviales, prévention des inondations, entretien des cours d'eau, éducation à l'environnement, chimie de l'eau, physique et sciences appliquées des milieux aquatiques...

## et de l'expertise métiers aux collectivités

### • Soutenir collectivités et acteurs privés

#### ▶ 270 jours dédiés à l'assistance technique

L'ODE propose son expertise et ses connaissances aux collectivités et aux acteurs privés en assurant un appui technique et administratif dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques, notamment pour le montage d'opérations.

En 2016, 270 jours ont été consacrés à l'assistance technique. L'ODE apporte en effet son soutien technique dans de nombreux domaines : conseils aux communes sur l'aménagement des rivières, aménagement du site pilote de la rivière Monsieur (foyer de l'Espérance), Sataspanc, gestion des boues des STEP, gestion patrimoniale en matière d'Assainissement Eau Potable (AEP), définition des cours d'eau, définition des zones sensibles, pollutions phytosanitaires (conseil et expertise auprès des bananiers et jeunes agriculteurs), accompagnement des contrats de milieux, des réserves naturelles, avis sur les PLU, les SCOT, dossiers loi sur l'eau, continuité écologique ...



#### ▶ Accompagner les stations de traitement des eaux

L'ODE a apporté son expertise sur plusieurs chantiers en 2016. Ainsi, l'Office s'est engagé dans le projet de réhabilitation de la STEU du bourg du Lorrain en apportant des besoins humains et logistiques à Cap Nord et la SMDS dans la réalisation de bilans d'analyse poussés sur la station.

L'étude sur l'évaluation de l'impact des effluents rejetés par les STEU sur les milieux aquatiques a été poursuivie notamment avec 3 stations de la CACEM (Gaigneron au Lamentin, Godissard à Fort-de-France et Rosière à Saint-Joseph).



#### ▶ Une meilleure prise en compte des eaux pluviales

Aucune commune martiniquaise ne dispose d'un zonage ni d'un service de gestion des eaux de pluie. Pour encourager une meilleure prise en compte de cette problématique par les collectivités et les entrepreneurs privés, l'ODE a entrepris des études de caractérisation des eaux pluviales, et recensé les ouvrages de traitement. Cette étude permet :

- d'analyser les performances épuratoires par type de dispositifs de traitement recensés et dégager des pistes de traitement en adéquation avec la qualité des eaux à traiter,
- de caractériser les eaux de pluie (météorites et de ruissellement) par grand type d'occupation des sols (bassin versant industriel, bassin versant agricole, bassin versant urbain, ...) et définir les facteurs d'impact de la qualité des eaux,
- de proposer un protocole analytique de suivi d'un bassin versant sur l'impact des eaux pluviales.





### ► Un enjeu de taille : adapter l'Assainissement Non Collectif (ANC)

Seule la moitié de la population de l'île est raccordable à un réseau d'assainissement collectif et plus de 90% des 80 000 installations existantes ne sont pas conformes. En 2016, l'ODE a initié une étude de caractérisation des eaux usées domestiques à l'échelle d'une habitation individuelle. L'objectif est d'assurer le suivi des dispositifs d'Assainissement Non Collectif (ANC) agréés, en vue de leur adaptation au contexte local. Une convention a été signée pour l'adaptation d'une filière plantée en ANC.

### ► Poursuite d'un projet innovant : ATTENTIVE

L'ODE a assuré le suivi expérimental du projet ATTENTIVE (Assainissement des eaux usées adapté au contexte Tropical par Traitement Extensif utilisant des Végétaux), méthode écologique de traitement des eaux usées. Ce projet multi-partenarial, initié en 2014 pour une durée de 5 ans, est porté par l'Office De l'Eau. En 2016, l'ODE a consacré 46 jours de terrain au suivi des deux STEP pilotes (Taupinière, au Diamant, et Mansarde Rancée, au Robert) afin d'optimiser leurs performances. Du 26 au 29 avril 2016, l'ODE a animé une semaine technique sur le projet, en Guadeloupe et en Martinique.

#### ► ATTENTIVE : prix du "Génie écologique"

Sélectionné par le Ministère de l'Ecologie en mars 2012 dans le cadre d'un appel à projet relatif à la Stratégie nationale pour la biodiversité, ATTENTIVE a reçu le grand prix du Génie écologique 2014 dans la catégorie « gestion alternative des eaux usées et pluviales ». ATTENTIVE répond à la nécessité de développer des installations d'assainissement pertinentes pour les petites collectivités des DOM (moins de 5 000 EH- équivalent habitants). L'IRSTEA (Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture) étudie les possibilités d'adaptation des STEP par les Filtres Plantés de Végétaux (FPV) au contexte tropical. Les STEP de type FPV sont déjà très répandues en France métropolitaine où elles concernent 3 500 stations.

#### Les avantages des FPV :

- Facilité de gestion, peu d'équipement électromagnétique ;
- Faibles coûts d'investissement et d'entretien ;
- Fiabilité du traitement azote/phosphore ;
- Accepte facilement les variations de charges (hydrauliques et organiques) ;
- Traite aussi les boues.

Pour les DOM, l'objectif est de développer des filières de traitement robustes, capables de s'adapter aux variations de charges hydrauliques et organiques, utilisant des matériaux disponibles localement, économiques, simples de gestion et performants.

## Focus métier

### ► Sylvie BOUDRÉ / Ingénieure environnement eau

**Missions :** l'assistance technique aux maîtres d'ouvrage et la formation des professionnels de l'eau

« En assistance technique, je réalise des études en eau potable, pluvial, assainissement pour permettre le développement d'outils adaptés par les collectivités et les gestionnaires en eau. Je conseille et assiste également les collectivités et syndicats de façon à harmoniser l'action dans le domaine de la gestion de l'eau sur tout le territoire. Je fais par ailleurs remonter les problématiques territoire au niveau national pour une adaptation des textes réglementaires. Dans le domaine de la formation, je mets en place ou réalise des formations ciblées et adaptées pour des institutions, visant l'amélioration de la gestion de l'eau et de la qualité des milieux aquatiques.»

# ACCOMPAGNER FINANCIEREMENT LES OPERATIONS PUBLIQUES ET PRIVEES EN FAVEUR DE LA RESSOURCE EN EAU



En tant que collecteur de taxes, l'ODE porte la responsabilité envers les professionnels, les collectivités et les citoyens de la bonne utilisation de ces fonds publics. Il s'agit de déployer une véritable stratégie d'accompagnement financier, de sélectionner les actions les plus efficaces en fonction de leur pertinence à réduire les pollutions et sauvegarder la ressource en eau. ■

# 4 Accompagner financièrement l'Office de l'Eau en faveur de la ressource en eau

- 10 millions d'euros de redevances collectés



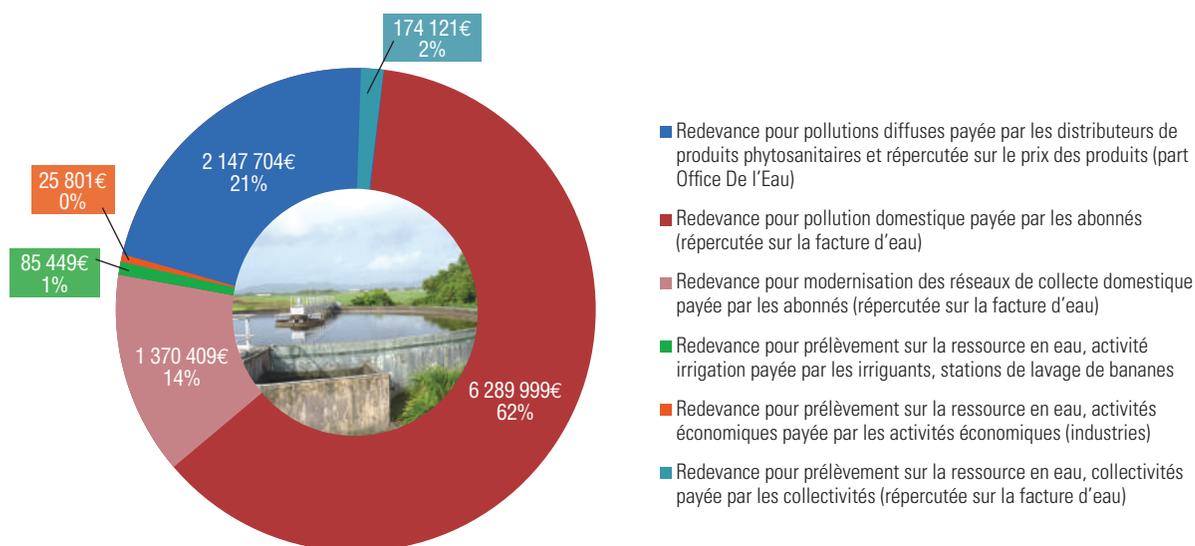
## ► Des recettes fiscales environnementales

Tous les usagers de l'eau s'acquittent d'une taxe afin de financer les actions de réparation et de protection de la ressource. L'assiette de la redevance est basée sur le volume d'eau prélevé dans le milieu naturel au cours d'une année civile, du 1er janvier au 31 décembre, destiné à l'alimentation en eau potable, à l'irrigation et aux activités économiques. La recette de l'exercice 2015 s'est élevée à 10 093 483 €, dont 9 808 112 € en provenance des factures d'eau (soit 97 %).

## ► Plusieurs types de redevances

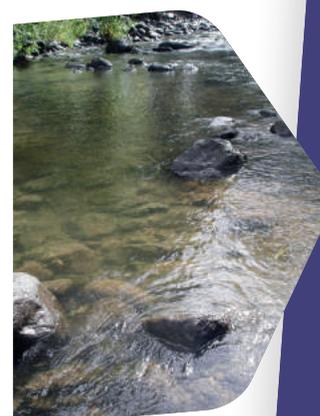
- pollution de l'eau (domestique, non domestique et activité d'élevage),
- modernisation des réseaux de collecte (domestique ou non domestique),
- pollutions diffuses,
- stockage d'eau en période d'étiage,
- obstacle sur les cours d'eau,
- protection du milieu aquatique.

## Redevances de bassin : exercice 2015



## les opérations publiques et privées

TYPES DE REDEVANCES	RECETTES 2015	
<b>Redevance pour pollutions diffuses</b> payée par les distributeurs phytosanitaires et répercutée sur le prix des produits (part Office De l'Eau)	174 121 €	1,7%
<b>Redevance pour pollution domestique</b> payée par les abonnés (répercutée sur la facture d'eau)	6 289 999 €	62,3%
<b>Redevance pour modernisation des réseaux et collecte domestique</b> payée par les abonnés (répercutée sur la facture d'eau)	1 370 409 €	13,6%
<b>Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, activité irrigation</b> payée par les irriguants, stations de lavage de bananes	85 449 €	0,8%
<b>Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, activités</b> payée par les activités économiques (industries)	25 801 €	0,3%
<b>Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, collectivités</b> payée par les collectivités (répercutée sur la facture d'eau)	2 147 704 €	21,3%
<b>TOTAL</b>	<b>10 093 483 €</b>	



### ► Redevances non perçues en Martinique

Certaines taxes ne sont pas acquittées sur notre territoire :

- **Stockage en période d'étiage** : concerne les retenues d'eau en période d'étiage dans le lit d'un cours d'eau supérieures à 1 million de m<sup>3</sup>
- **Obstacle sur les cours d'eau**
- **Protection du milieu aquatique** : cette redevance n'a pas pu être mise en place (pas de structuration de l'activité par la fédération de pêche) et la pêche en rivière est interdite en Martinique par arrêté préfectoral du fait de la contamination au chlordécone.
- **Pollution non domestique, activités d'élevage.**

### ► Deux marchés lancés pour les contrôles fiscaux

Les redevances perçues par l'ODE doivent faire l'objet de contrôles. Il s'agit de vérifier l'ensemble des éléments permettant d'établir l'assiette, notamment les déclarations et les documents produits, les ouvrages ou activités et les appareils susceptibles de fournir des informations utiles pour la détermination des redevances. L'ODE a lancé deux marchés pour la réalisation de contrôles par des organismes habilités.



## • Aider les porteurs de projets



### ► Soutenir les initiatives publiques et privées

L'ODE utilise le produit de la redevance pour accorder des concours financiers (subventions) aux acteurs publics ou privés qui développent des projets d'intérêt commun en faveur de la gestion équilibrée et de la protection de la ressource en eau. Ces aides limitent l'impact des investissements des collectivités sur le prix de l'eau pour le consommateur final. En 2016, 82 décisions ont été prises en Conseil d'Administration de l'Office De l'Eau dont 50 attributions. Afin de s'assurer de la pertinence des projets proposés, une vingtaine de visites terrain ont été effectuées par des techniciens de l'Office avant le passage des dossiers en Conseil d'Administration.

### ► Plus de 4,5 millions d'euros de subventions accordées

En 2016, l'ODE a attribué 4 666 504,00€ de subventions nouvelles dont 4 563 769,00€ sur les crédits de 2016. 102 735,00€ supplémentaires ont été imputés sur les crédits du budget primitif 2017.

Le montant total des propositions de mandatement en 2016 (incluant les opérations effectuées au 1er trimestre 2017) s'élève à 8 230 673,00€ (dont 7 127 76,63€ effectuées et payées en 2016).

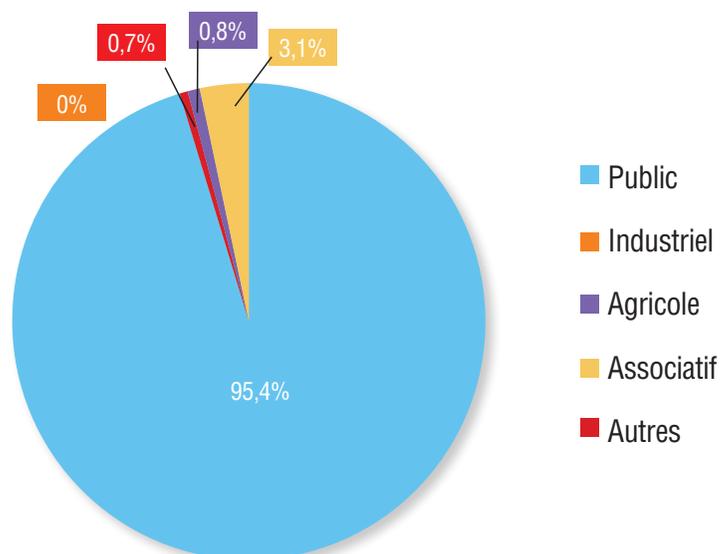
*Remarque : les attributions d'un exercice et les mandatements effectués durant ce même exercice peuvent être différents. En effet, les mandatements concernent aussi bien des attributions datant de 2008 à 2015.*



### ► Le public, premier bénéficiaire

Ces aides ont été essentiellement attribuées au secteur public, aux collectivités et acteurs de bassin, à hauteur de 95,4% : Odyssi, la CTM, les syndicats de communes (SICSM, SCNA, SCCNO), la CACEM, les Villes... ont été les premiers bénéficiaires de ces subventions. Le secteur privé a bénéficié des 4,6% restants : les associations ont reçu 3,1% du montant total des aides, le secteur agricole 0,8%. Le secteur industriel n'a bénéficié d'aucune aide en 2016.

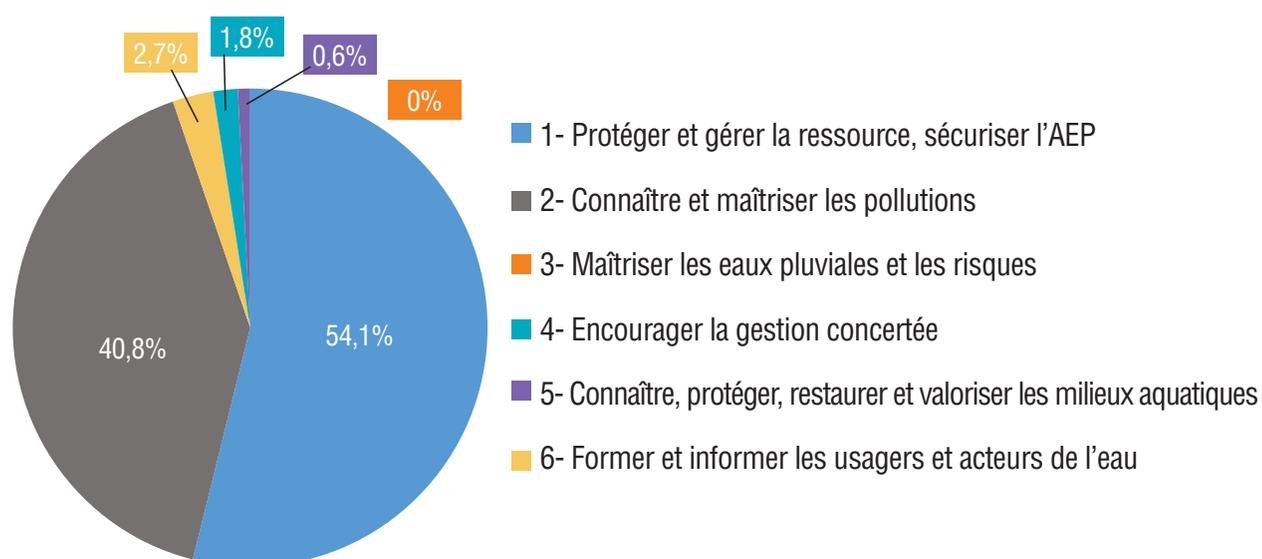
### Répartition des subventions ODE attribuées en 2016 par type de bénéficiaires



### ► Protéger la ressource, une priorité

Ces subventions ont avant tout été affectées à des actions de protection de l'eau. Ainsi, presque 2,5M€, soit 54,1% du montant total, ont concerné des initiatives en faveur de la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable et de gestion de la ressource. Plus de 1,8M€, soit 40,8%, ont été attribués à la lutte contre les pollutions.

### Répartition des subventions ODE attribuées en 2016



### Les usages pour l'année 2015

**73%** de l'eau prélevée était destinée à un usage domestique  
**25%** pour l'irrigation  
**2%** pour les autres activités économiques





# METTRE A LA DISPOSITION DES MARTINIQUAIS UNE INFORMATION ACCESSIBLE SUR L'EAU



# 5

Viser l'équité d'accès à l'information sur l'eau, accroître les bonnes pratiques... ce sont les principes directeurs qui guident les actions de l'ODE en matière de sensibilisation et d'information auprès du grand public, des acteurs publics et privés. Pour que tous les Martiniquais soient conscients des véritables enjeux de l'eau, que les comportements évoluent favorablement, l'ODE mène, tout au long de l'année, de multiples opérations. ■

# 5

## Mettre à la disposition des Martiniquais sur l'eau

- Améliorer la diffusion de l'information



### ► Le bon état des eaux est l'affaire de tous

Parce qu'atteindre le bon état des masses d'eau et une gestion raisonnée de nos ressources est l'affaire de tous, l'une des missions phares de l'ODE est l'information et la sensibilisation des citoyens. L'année 2016 a été marquée par une hausse du nombre d'interventions lors d'opérations organisées par l'Office ou ses partenaires, à la demande d'acteurs publics ou privés. L'ODE est venu en soutien des manifestations en lien avec les milieux aquatiques et l'environnement qui se sont tenues sur notre territoire, à destination de tous les publics. En 2016, l'ODE a conçu et diffusé de nombreux documents de sensibilisation afin de mobiliser les différentes cibles sur les enjeux de l'eau et promouvoir les bonnes pratiques.



### ► Des brochures à destination du grand public

Dans le cadre de la campagne Écophyto menée en partenariat avec la Chambre d'Agriculture, 15 000 brochures Trucs et Astuces au jardin et Jardiniers amateurs ont été éditées, et 300 ont été distribuées lors des événements grand public entre janvier et octobre, pour la réduction, voire la non-utilisation des produits phytosanitaires au jardin.



### ► Mettre la documentation à la portée de tous

En 2016, près de 200 affiches et 4000 brochures ont été distribuées lors des manifestations auxquelles l'ODE a participé, ou sur sollicitation du public venu chercher de la documentation aux locaux de l'Office. Les thèmes les plus demandés ont été : la biodiversité, les métiers de l'eau, l'eau dans la maison et les milieux aquatiques.

Les demandes de documents émanent surtout des scolaires (dont 4 crèches!), des formateurs, des apprentis et, enfin, du grand public.

# quais une information accessible

## • Sensibiliser tous les usagers

### ► Un nombre croissant d'interventions grand public

L'efficacité et la pérennité des actions en faveur de la ressource en eau suppose l'adhésion et la compréhension du plus large public possible. La sensibilisation est donc un levier de changement fondamental. En 2016, l'ODE a intensifié ses actions d'information en direction des usagers en animant des stands, des conférences, en prenant part aux manifestations organisées par les collectivités, ses partenaires, les acteurs de l'eau, et les associations sur toutes les thématiques liées à l'eau : Plages et Rivières Propres, maîtrise de la consommation d'eau, déchets en mer, état des rivières de Martinique, le changement climatique, gestion de l'eau, visites-découverte...

L'ODE a ainsi participé à tous les temps forts du calendrier martiniquais : les salons et forums (Valora, D'Clic Logement), le Tour des yoles, les 20 ans du Comité de Bassin, la Fête de la science, la Semaine Européenne du Développement Durable...

### ► 1500 scolaires sensibilisés

Impliquer les jeunes générations sur les problématiques liées à l'eau est capital. Non seulement parce qu'ils sont les adultes de demain mais aussi car les enfants sont d'excellents émissaires du changement : ils transmettent à leur entourage les bons gestes à adopter pour la préservation des milieux aquatiques.

En 2016, les animations pédagogiques menées par l'ODE ont représenté plus de 35 jours d'intervention terrain et près de 1 500 scolaires ont été sensibilisés, des petites classes jusqu'au BTS. Les thèmes abordés concernaient les connaissances globales sur l'eau et son cycle, les métiers de l'eau, le service public, les acteurs de l'eau. Certains sujets développés étaient en lien avec le contexte local comme la mangrove ou les animations autour du crabe, à Pâques. L'ODE a aussi organisé, avec l'appui de ses partenaires, des actions et des visites sur le terrain (en forêt, en mer...), notamment lors des grands rendez-vous liés à l'environnement, comme la Journée Internationale des Forêts et la Journée Mondiale de l'Eau.

### ► Promouvoir la charte Eco-label PRP

La Charte Eco-label Plages et Rivières Propres, qui fixe les critères de labellisation des manifestations en lien avec les milieux aquatiques et la préservation de l'environnement, a continué de se développer tout au long de l'année 2016. Deux demandes de labellisation d'événements ont été formulées : l'Opération Pays Propre de l'association Entreprises et Environnement et les interventions pédagogiques de l'entreprise Dénébola.



## • Renforcer la présence médiatique



### ► Sur tous les médias locaux

Presse, TV, radio, Internet, Web TV, Web magazines, cinéma, l'ODE a utilisé tous les médias locaux pour relayer ses campagnes : Martinique Première TV et radio, ATV, Zouk TV, KMT TV et radio, Nord FM TV, France Antilles, Fey, Astee, Anform, Buzzmag, Cyphoma, sites ODE et sites partenaires.

Les spots, publi-rédactionnels, bannières, reportages, interviews ont permis de mettre en avant toutes les thématiques liées à l'eau : Missions et Métiers, Plages et Rivières Propres, Plan Écophyto, Semaine Européenne du Développement Durable, Journée Mondiale de l'Eau, Journée Mondiale des Forêts, actions auprès des professionnels (agriculteurs et industriels).

### ► Sur le Web et les réseaux sociaux

En 2016, l'ODE a développé l'utilisation d'outils numériques et a renforcé sa présence sur le Web et les réseaux sociaux. L'animation de la page Facebook (3 posts minimum par semaine) a permis au grand public de mieux appréhender l'institution, ses missions et ses actions. Un pari réussi car en fin 2016, la page comptabilisait 1573 fans.



### ► Mise à jour des supports de communication

L'ODE a mis à disposition de tous les organisateurs d'événements respectueux de l'environnement des documents et des jeux quizz sur l'eau et nos milieux aquatiques, la gestion des déchets et les comportements éco-responsables. Vidéo, audio, papier, numérique, un marché a été passé pour que tous les supports de communication et d'animation pédagogiques soient recensés. Ils sont en cours de mise à jour et seront ensuite diffusés. Ils serviront également de complément des campagnes et des activités des partenaires de l'institution.

## Focus métier

### ► Christelle Grat / Animatrice

**Missions :** concevoir des projets et des animations pédagogiques sur l'eau et l'environnement

« Les animations étant menées à destination d'un large public - scolaires, accueils de loisirs et grand public - nous réalisons, valorisons et adaptons des outils pédagogiques comme les maillages pédagogiques, les panneaux d'exposition, les affiches... C'est un métier passionnant, qui demande un excellent relationnel avec le public, notamment avec les scolaires. Nous sommes en contact direct avec la population Martiniquaise, pour mieux la sensibiliser à la préservation de l'eau et des milieux aquatiques. »

# L'OBSERVATOIRE DE L'EAU, UN OUTIL PARTENARIAL AU SERVICE DE LA RESSOURCE EN EAU



#6

Porté par l'ODE, l'Observatoire de l'eau de la Martinique a été créé afin de permettre un accès plus aisé aux données sur l'eau, un meilleur partage des connaissances entre les différents acteurs de l'eau, et une diffusion plus large de l'information sur l'état des milieux aquatiques, les actions entreprises et leur évaluation. Il rassemble des services déconcentrés de l'Etat, des collectivités territoriales, des syndicats intercommunaux, des organismes de recherche, des associations, entre autres. Il s'adresse à la fois au grand public, aux professionnels de l'eau et aux décideurs. Installé depuis 2009, son rôle tend à se renforcer depuis 2016. ■

# 6 L'Observatoire de l'eau, un c ressource en eau

- Un portail d'information à la portée de tous



## ► 31 296 visiteurs

Sur son site [www.observatoire-eau-martinique.fr](http://www.observatoire-eau-martinique.fr), il met à la disposition de tous les publics des informations ainsi que des outils de connaissance et d'aide à la décision. Il collecte les données et études fournies par les différents acteurs de l'eau, les structure et les diffuse sous forme d'articles, cartes, tableaux de bord, synthèses, fiches, glossaires ou photothèque.

Toutes les thématiques liées au domaine de l'eau y sont traitées :

- le contexte martiniquais,
- l'état des milieux aquatiques (cours d'eau, eaux littorales, souterraines, zones humides),
- la gestion des milieux aquatiques,
- l'eau potable,
- l'assainissement,
- les acteurs de l'eau,
- les différents usages,
- les réglementations,
- les tarifs des services publics d'eau et d'assainissement,
- les risques et pollutions.



En termes d'audience, 31 296 visiteurs uniques ont parcouru le site en 2016, au cours de 40 832 sessions, et pour un total de 90 553 pages vues. Entre sa mise en ligne, le 1<sup>er</sup> novembre 2010, et le 31 mars 2017, le site Internet a comptabilisé 208 165 visites, dont 155 539 visiteurs uniques !

## ► 640 documents téléchargeables

La base documentaire, alimentée en continu, a été considérablement enrichie en 2016 et propose aujourd'hui 640 documents consultables et téléchargeables. Un outil de connaissance sur les milieux aquatiques précieux et unique !



## ► Coût des services publics d'eau et d'assainissement

Comme chaque année depuis 2009, il a compilé et publié sur son site les données sur les tarifs des services publics d'eau et d'assainissement de la Martinique.

# outil partenarial au service de la

## • 6 Outils d'information administrés

En 2016, l'Observatoire de l'eau est intervenu dans l'administration de plusieurs outils d'information.

Il a administré et alimenté en continu son portail cartographique <http://cartes.observatoire-eau-martinique.fr>, qui propose :

- 11 cartes interactives permettant la visualisation et le téléchargement des données SIG (Système d'information géographique) sur l'eau et les milieux aquatiques de la Martinique,
- 4 cartes interactives en mode sécurisé, à destination des membres,
- 155 cartes au format image et PDF téléchargeables,
- 85 fichiers SIG téléchargeables.

Co-administrateur du site de Géomartinique (l'infrastructure de données géographiques de Martinique) [www.geomartinique.fr](http://www.geomartinique.fr), l'Observatoire de l'eau a aussi participé aux comités techniques de l'organisme et à la journée de l'Information Géographique.

L'Observatoire de l'eau a administré la base de données SIG Chlordécone-Eau, mis en forme et intégré les données des différents partenaires sur les mesures de concentration de chlordécone dans l'eau et les milieux aquatiques. Actuellement, 14 291 analyses sont consultables et téléchargeables sur la base en ligne sécurisée.

L'Observatoire a administré et mis à jour les données de l'application Web SIG Police de l'eau à usage interne (convention DEAL).

Pour le Web SIG des périmètres de protection de captages à usage interne (convention ARS), il a assuré la mise en forme et la diffusion des arrêtés de protection des captages au fil de leur parution.

L'Observatoire a participé au Réseau Sentinelle ODE-PNRM-ONF, a mis en forme et publié sur une cartographie en ligne commune les données relevées par les agents sur les pollutions des milieux aquatiques.



## • Un appui aux partenaires

En 2016, l'Observatoire de l'eau a effectué de nombreuses missions pour ses membres et partenaires. Par ses travaux, il leur a offert un appui technique, a aidé à l'évaluation et à la prise de décision.



### ► Participer aux études

L'Observatoire de l'eau a participé à l'étude sur la tarification sociale des services d'eau et d'assainissement en Martinique, en mettant à disposition des données sur les tarifs, contrats et comptes administratifs.

Il a fourni des données et graphiques à la DEAL pour son étude sur les Chiffres clés de l'environnement (mai). L'Observatoire a aussi pris part à l'analyse de la tarification des services publics d'eau et d'assainissement de l'OPMR (Observatoire des Prix, des Marges et des Revenus) en collectant les données (tarifs, contrats, comptes administratifs...) pour le Bureau d'étude. L'étude a été présentée au Comité de bassin du 06 septembre.



### ► Assurer un appui technique

A la demande de ses membres, l'Observatoire a réalisé, de façon ponctuelle, des travaux cartographiques, des graphiques, des outils de valorisation et de diffusion des données sur l'eau.

Il a bancarisé et mis à disposition les données de l'étude sur la vulnérabilité des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) au risque de glissement de terrain.

L'Observatoire a pu valider la représentativité des stations de références DCE des cours d'eau de Martinique.

Il a amené son expertise sur les projets de mise en place d'observatoires, a contribué aux travaux de l'OMB (Observatoire Martiniquais de la Biodiversité), des Observatoires de l'eau de Guadeloupe et de Guyane.

L'Observatoire de l'eau a apporté son appui technique aux démarches de territoires notamment contrat de la baie de Fort-de-France, et celui de la rivière du Galion.

## Focus métier

► **Guillaume RAIMBAUD** / géomaticien (contraction de géographe et d'informaticien)

**Missions** : chargé de la gestion du SIG et des bases de données de l'Observatoire de l'Eau

« Mon travail consiste à rassembler et mettre en forme les données sur l'eau et les milieux aquatiques produites en Martinique. L'objectif est ensuite de les diffuser auprès du grand public et des professionnels sous forme de cartes, de graphiques et d'articles, notamment via le site : [www.observatoire-eau-martinique.fr](http://www.observatoire-eau-martinique.fr) »



# RELAYER LE SAVOIR-FAIRE FRANÇAIS DANS LA CARAÏBE ET SE POSITIONNER AU CŒUR DE LA GOUVERNANCE INTERNATIONALE DE L'EAU



# 7

Parce que l'eau représente un enjeu supranational, l'Office De l'Eau s'emploie à inscrire la Martinique dans une dynamique de collaboration internationale et régionale sur les questions de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) en développant, renforçant et partageant un référentiel de connaissances sur les écosystèmes insulaires tropicaux et subtropicaux. Ces actions visent la mise en place d'un réseau régional Caraïbe d'îles bassins pour, in fine, générer de la compétence métier inter-régionale dans le domaine de l'eau. Autre volet des actions de coopération menée par l'ODE : aider les pays de la zone dans la structuration de leurs infrastructures et leurs politiques en matière de gestion intégrée de leurs ressources en eau. ■

# 7

## Relayer le savoir-faire français dans la gouvernance internationale

- Coopération institutionnelle



### ► Une présence renforcée sur la scène internationale

En 2016, l'ODE est régulièrement intervenu lors des grands événements mondiaux, faisant reconnaître son expertise et se positionnant au cœur de la gouvernance internationale. L'ODE a présenté ses travaux sur "L'eau et le changement climatique dans les bassins insulaires tropicaux" pendant l'Assemblée générale annuelle du Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB), à Merida au Mexique, en juin.

Lors de la 14<sup>ème</sup> Conférence internationale Euro-RIOB d'octobre 2016 pour l'application de la DCE, l'Office a partagé son expertise sur la réalité insulaire tropicale au cours de la table-ronde sur « L'adaptation au changement climatique ». Il a ainsi contribué à la prise en compte des territoires d'Outre-Mer lors de la rédaction de la Déclaration Euro-RIOB de Lourdes. L'ODE est également intervenu à la 4<sup>ème</sup> édition du Rendez-vous International sur la Gestion Intégrée de l'eau, à Québec (novembre).



L'ODE a participé à la COP 22, qui s'est tenue au Maroc en novembre, en sa qualité de membre du Partenariat Français pour l'Eau (PFE). Il y a partagé son expérience, lors de l'événement Eau & climat dans les territoires insulaires, sur "La préservation de la qualité de la ressource en eau en Martinique, réalité, menaces et perspectives".

L'ODE s'est d'ores et déjà positionné, à la demande du PFE, pour la mise en place d'un espace dédié aux effets du changement climatique et à la raréfaction de la ressource en eau au Forum Mondial de l'Eau de 2018, à Brasilia (Brésil).

### ► S'engager pour les îles bassins

Ces interventions ont permis de faire connaître l'expertise de l'Office sur les thématiques de la gestion intégrée des ressources en eau et de la gouvernance des bassins. Elles ont également favorisé une meilleure compréhension par la communauté internationale des enjeux liés à l'eau dans nos régions. Une présence déterminante sur l'échiquier mondial pour que les réalités et problématiques des îles bassins en milieu tropical soient mieux appréhendées lors des négociations et discussions de lois, des adoptions de résolutions ou de protocoles. L'ODE a porté cette voix essentielle et exposé la situation particulière de la Martinique qui, par sa qualité d'île bassin, fait figure de territoire sentinelle en matière d'adaptation au changement climatique et aussi de précurseur pour la mise en place de techniques d'atténuation et de résilience.



# la Caraïbe et se positionner au cœur de la de l'eau

## ► Intensifier les échanges régionaux

De par sa situation de département français insulaire dans l'espace caribéen, la Martinique participe activement au développement d'un réseau d'îles bassins avec les pays de la zone Caraïbe, en vue de la mise en place d'une gestion concertée de la ressource en eau. L'ODE prend ainsi part aux réunions de programmation sous-régionales et était présent à celle organisée par la Préfecture, en octobre. L'ODE y a initié des contacts avec d'autres territoires, notamment la République Dominicaine, qui souhaiterait obtenir des conseils techniques en matière de gestion intégrée des ressources en eau.

Membre du Global Water Partnership Caribbean (GWPC), la Martinique a accueilli, en décembre, la 42ème réunion du comité directeur de l'organisation et a été désigné comme observateur du processus de mise en place d'une bonne gouvernance.

Dans une logique de développement d'une coopération régionale encore plus élargie, l'ODE a adhéré au Réseau des Organismes de Bassin d'Amérique du Nord (ROBAN) et initié des contacts avec le Réseau Latino-américain des Organismes de Bassin (RELOB) dont la Guyane est membre.

## ► Partager les savoirs

L'ODE a renforcé le dialogue avec les autres territoires de la région afin de favoriser les partages de savoirs et développer un référentiel commun de connaissances, notamment sur les écosystèmes insulaires tropicaux et subtropicaux. Il a poursuivi les échanges de documents avec les autres membres du GWPC (ressources documentaires, programmes d'information et de sensibilisation à l'environnement). Enfin, il a partagé avec ses partenaires caribéens la base de données du Pôle-Relais Mangroves et Zones Humides (structure créée en partenariat avec l'ODE Guadeloupe, l'Onema, le Conservatoire du Littoral et la DEAL).



### ► Coopérer, pour quoi faire?

- Partager avec d'autres pays et organismes de bassin les savoirs et les expériences sur les milieux aquatiques et sur la gestion intégrée des ressources en eau,
- Promouvoir l'expertise et le savoir-faire français et, plus spécifiquement, l'expertise martiniquaise dans les bassins insulaires caribéens,
- Améliorer les connaissances sur l'eau et les milieux aquatiques, en particulier dans l'environnement caribéen,
- Inscrire la Martinique dans une dynamique de collaboration régionale et mondiale,
- Augmenter l'acquisition de compétences métiers,
- Respecter les engagements de la communauté internationale en faveur d'un accès universel à l'eau potable et à l'assainissement en mettant en place des actions de solidarité avec les pays en développement.

## • Coopération décentralisée



### ► Haïti, un chantier livré en 2016

Dans le cadre de son deuxième PPI (2011-2016), l'ODE s'est engagé avec l'ONG ACTED pour la réalisation et la mise en œuvre d'un schéma de gestion de l'eau pour l'arrondissement de Belle Anse, qui réunit quatre communes, dans le sud-est de l'île. La première étape du projet, aboutie en décembre et qui concerne 70 000 personnes, a permis la livraison d'un chantier de réhabilitation du système d'adduction à l'eau potable de la commune de Thiotte, et la remise en eau des bornes.

Ces travaux représentent une amélioration incontestable des conditions de vie des habitants de Thiotte mais aussi de la situation sanitaire de la commune avec la réduction du risque de maladies hydriques, comme le choléra.

### ► La loi Oudin-Santini pour la coopération

Pour ce projet de coopération décentralisée, l'ODE s'appuie sur la loi Oudin-Santini (09 février 2005) qui autorise les Offices et Agences de l'Eau à financer des actions de coopération et de solidarité internationale dans la limite de 1% de leurs ressources. L'Office De l'Eau peut donc mobiliser ces dernières pour ses projets de coopération décentralisée.

## • Coopération technique



### ► Démarrage d'un projet d'assistance technique à Cuba

Un projet de coopération avec Cuba a été initié en décembre 2016. Porté par l'Office International de l'Eau, avec l'appui de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne et de l'ODE Martinique, il vise à assister l'île dans son effort de modernisation de la gestion de ses ressources en eau, à partir du bassin pilote de la Havane. Les experts français assisteront les Cubains dans la mise en place d'une gouvernance mieux appropriée et dans l'élaboration des outils de gestion nécessaires.

L'ODE a été sollicité, entre autres, pour son expertise dans le développement d'indicateurs biologiques tropicaux et l'adaptation des réseaux de mesures.

### ► Un projet en quatre phases

La gestion environnementale des ressources en eau a été définie comme l'un des 3 axes prioritaires de coopération entre la France et Cuba, lors de la visite de la ministre Ségolène Royal dans l'île, en 2015. Ce projet au long cours se déploiera sur quatre axes, qui sont :

- Consolidation d'un Conseil de bassin et de son secrétariat exécutif ;
- Appui à la caractérisation du bassin : monitoring, paramètres, vision globale ;
- Plan de gestion, méthodologie de planification ;
- Système d'information, gestion des données.

# L'ODE, UNE ÉQUIPE ET DES MOYENS DÉDIÉS AUX ENJEUX DE L'EAU



# 8 L'ODE, une équipe et des moyens

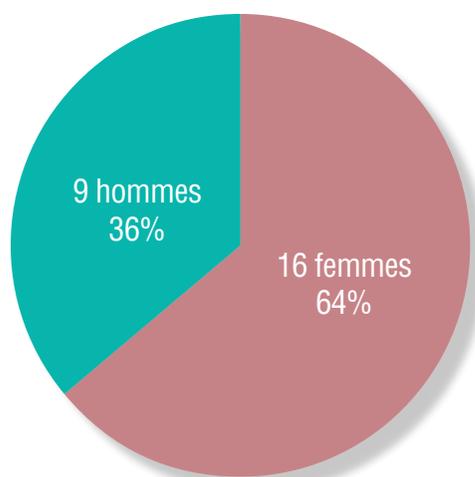


## ► 25 collaborateurs au service de l'eau

Fin 2016, l'ODE Martinique mobilisait 25 agents au service de la ressource en eau et des milieux aquatiques. L'Office rassemble une grande diversité de profils, des ingénieurs, des techniciens, des communicants, des animateurs mais aussi des métiers du droit, de la comptabilité, de l'administration des réseaux informatiques, de la logistique, de la gestion des ressources humaines, tous indispensables à la réalisation de ses missions.



## Caractéristiques de l'équipe



**35 ans** = âge moyen de l'équipe

## ► Le Conseil d'administration de l'ODE

Il se réunit au moins deux fois par an et décide des grandes orientations à donner au PPI. Il est présidé par Claude Lise, Président de l'Assemblée de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En 2016, il était composé de :

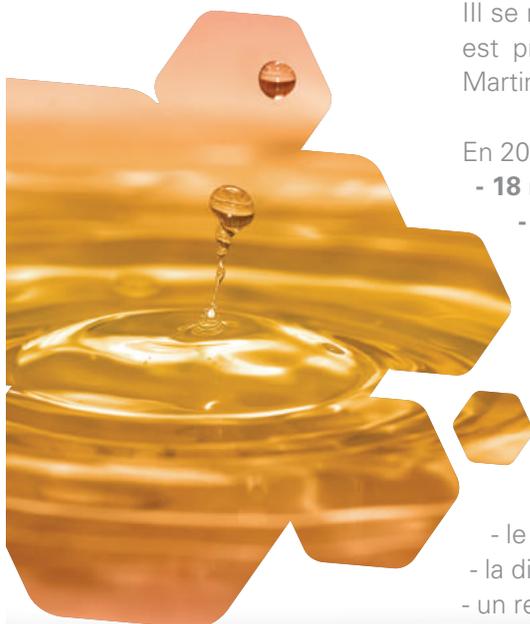
### - 18 membres avec voix délibérative :

#### - 15 issus du Comité de Bassin :

- 3 représentants des associations agréées de consommateurs et de protection de l'environnement et des personnalités qualifiées
- 3 représentants d'usagers et de milieux socio-professionnels
- 9 représentants des Collectivités territoriales et de leurs établissements publics
- 3 représentants des services de l'Etat

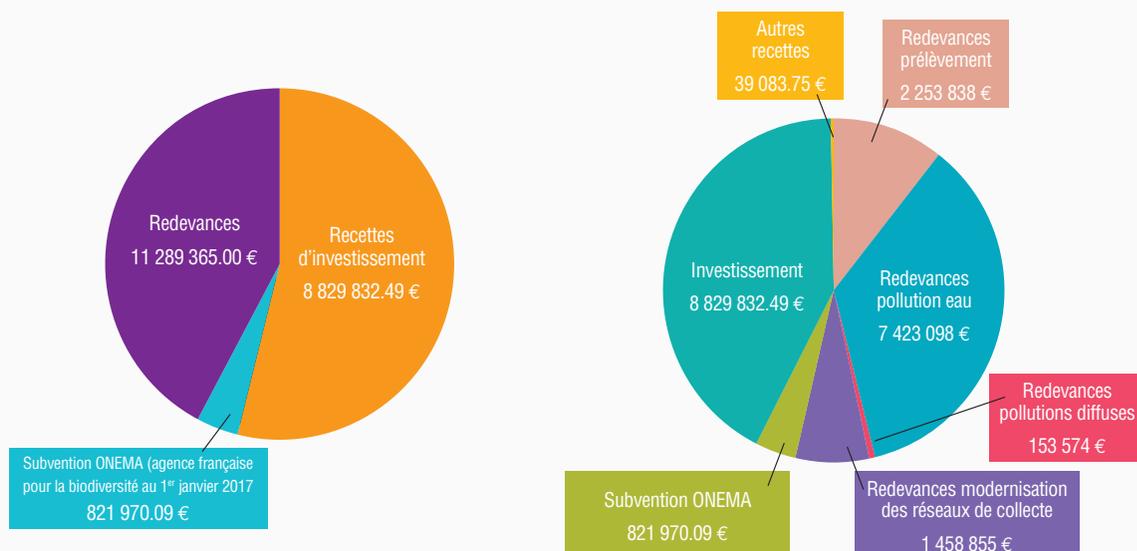
#### 4 membres avec voix consultative :

- le préfet
- le payeur territorial
- la directrice de l'ODE
- un représentant du personnel

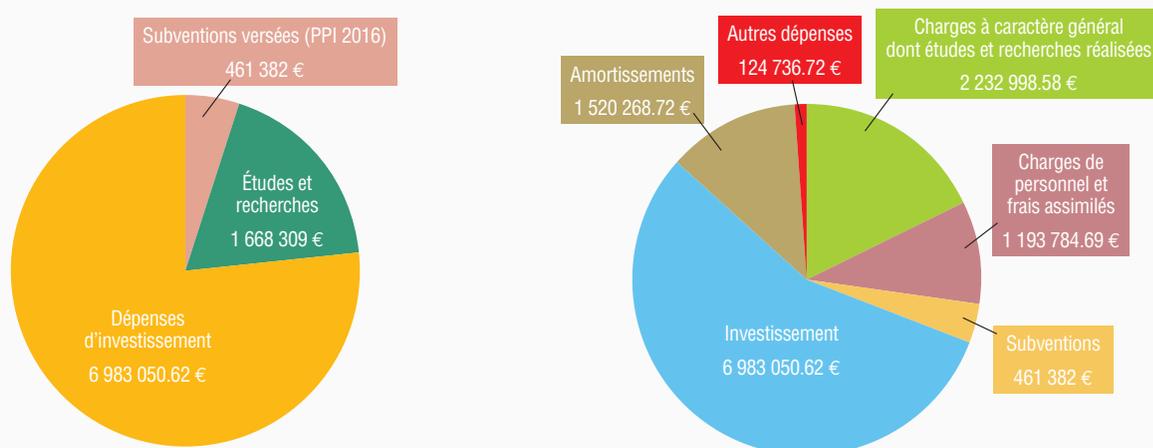


## 3 dédiés aux enjeux de l'eau

### RECETTES 2016 = 20 980 251,33 €



### DÉPENSES 2016 = 12 516 221,33 €



### AIDES 2016 = 4 563 769 €

#### • Aides attribuées dans le cadre du PPI (2016) :

<b>Axe 1</b>	2 469 469.00 €	Protéger et gérer la ressource, sécuriser l'AEP
<b>Axe 2</b>	1 861 391.00 €	Connaître et maîtriser les pollutions
<b>Axe 4</b>	83 524.00 €	Encourager la gestion concertée
<b>Axe 5</b>	26 895.00 €	Connaître, protéger, restaurer et valoriser les milieux aquatiques (MA)
<b>Axe 6</b>	122 490.00 €	Former et informer les usagers et acteurs de l'eau

• **Comparatif des aides attribuées :** 2014 : 5 414 999.00 € / 2015 : 6 435 085.00 €

# PERSPECTIVES...

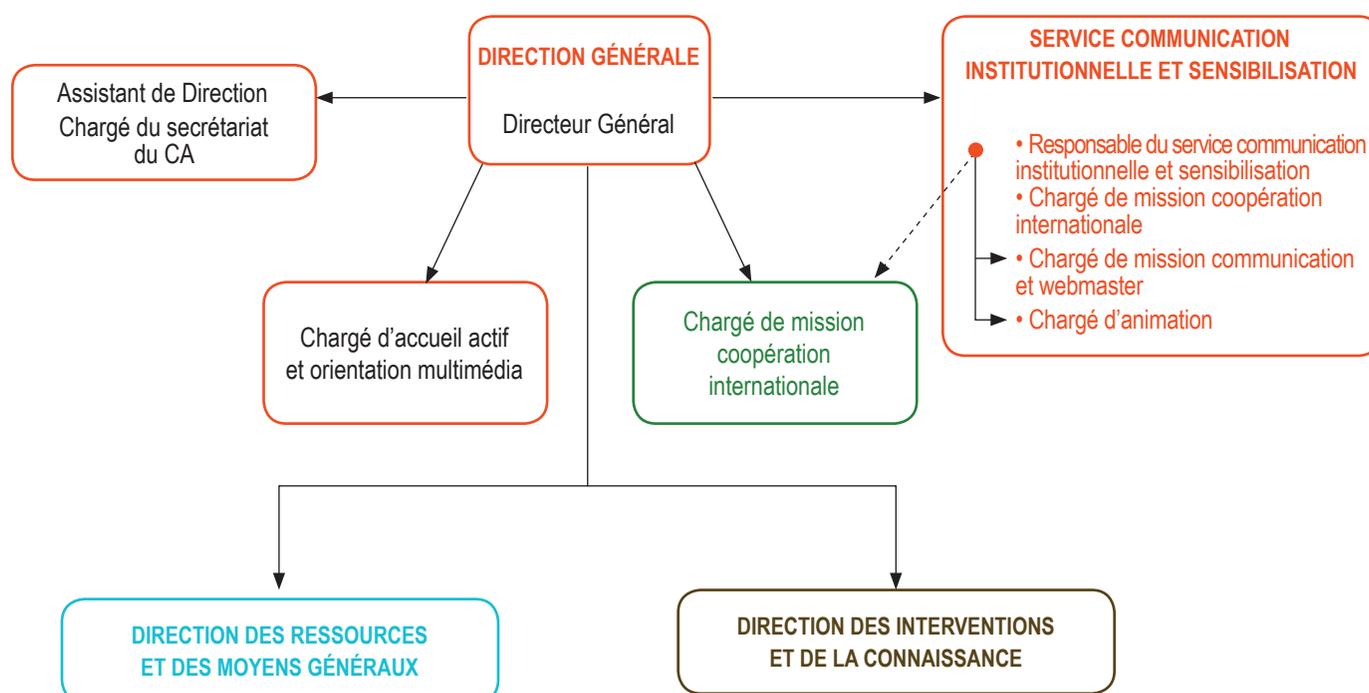


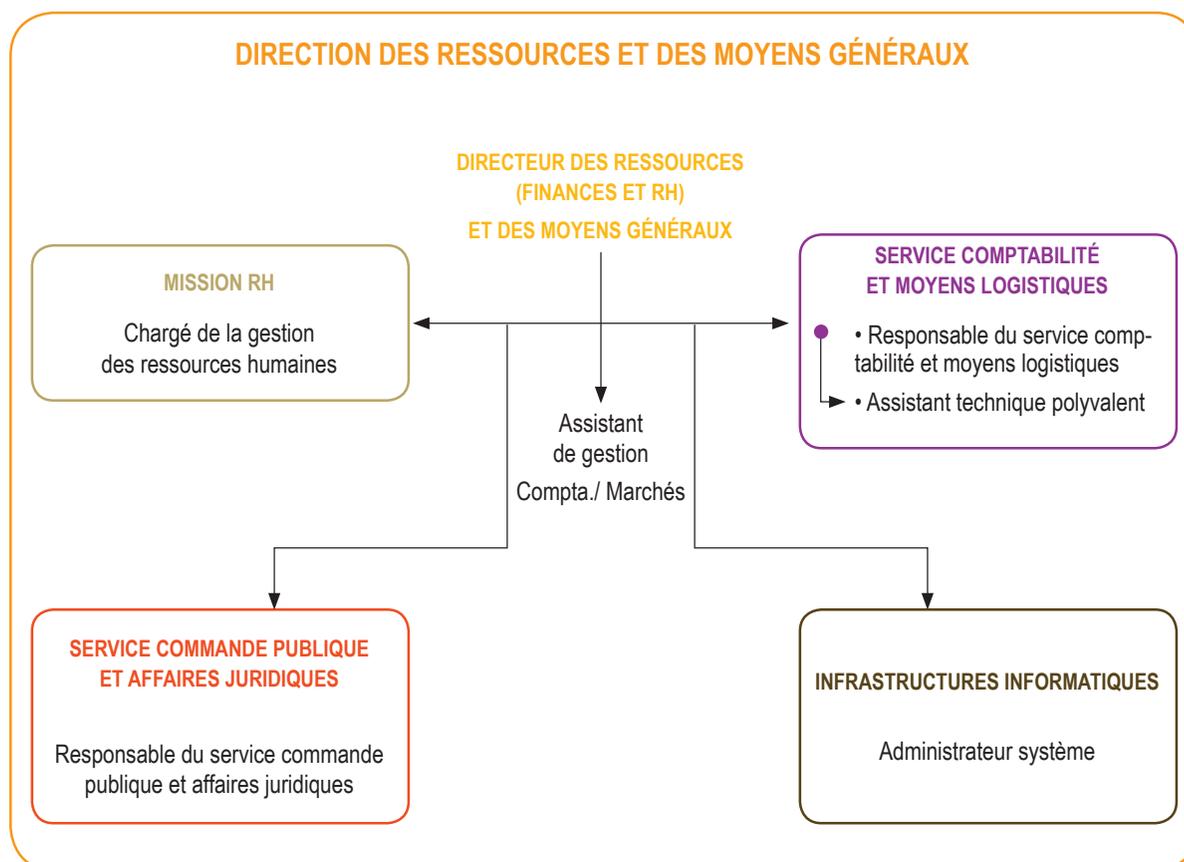
## ► 3<sup>ème</sup> PPI 2017-2022, 6 grands chantiers prioritaires

- Développer des outils d'aide à la décision à l'échelle de l'île
- Mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement collectif
- Gérer les eaux pluviales et maîtriser les ruissellements
- Mettre à niveau l'assainissement non-collectif et pérenniser son fonctionnement
- Gérer les cours d'eau et les zones humides
- Réduire l'impact environnemental des zones d'activités et des zones portuaires

## ► Une nouvelle organisation interne

La mise en oeuvre du 3<sup>ème</sup> PPI nécessitera une réorganisation interne en termes de ressources humaines, le recrutement d'agents supplémentaires et une montée en expertise des fonctions support. Un nouvel organigramme est en cours de réflexion et devrait être mis en place en 2017.





### ► Faire de l'ODE un centre sur les ressources en eau

Fort de son expertise, l'ODE est destiné à devenir un véritable centre de ressources dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et littoraux, et de leurs usages. Conférences, expositions, ateliers, documents numériques... ce lieu référent accueillera tous les publics : universitaires, collectivités, acteurs de l'eau, scolaires, grand public. Cette volonté implique un changement d'organisation en termes de locaux, d'accueil, de ressources humaines et de moyens.



# ... ET GRANDS ENJEUX 2017/2018

## ► Un rapprochement des politiques locales de l'eau et de la biodiversité

La loi sur la biodiversité du 8 août 2016 redéfinit la gouvernance de l'eau et de la biodiversité. Elle installe une Agence Française pour la Biodiversité (AFB) qui regroupe les ex Onema, Agence des Aires Marines Protégées et réunit les parcs nationaux ainsi que l'Atelier technique des espaces naturels. Dans les DOM, le Comité de Bassin devient en 2017 le Comité de l'Eau et de la Biodiversité (CEB). De ce fait, l'ODE sera doté d'un nouveau Conseil d'Administration. La biodiversité n'est pas pour autant pas devenue une nouvelle mission de l'Office De l'eau.

## ► Optimiser la redevance

L'ODE Martinique est confronté à la problématique du calcul de l'assiette de la redevance d'autant que certaines redevances ne sont pas perçues sur notre territoire. Il conviendra, dans les années à venir, d'engager les études nécessaires pour élargir et optimiser les assiettes des redevances, un chantier qui représente un enjeu financier important pour l'institution.

## ► Créer des indicateurs adaptés

Département français d'Outre-Mer chargé de mettre en oeuvre la DCE, la Martinique est aussi une île bassin tropicale caribéenne avec ses caractéristiques particulières. Il est donc primordial de créer des indicateurs propres à nos milieux aquatiques et aux pressions qui s'y exercent.

## ► Diffuser l'expertise ODE dans la Caraïbe

L'ODE est à même de jouer un rôle plus important sur l'échiquier caribéen, en portant aux autres territoires son expertise "à la française" sur la gestion intégrée des ressources en eau, avec des savoir-faire adaptés à nos milieux. L'Office intensifiera les échanges de connaissances et d'expertises avec les autres îles.

<b>ACE</b>	Analyse Coût-Efficacité
<b>AEP</b>	Alimentation en Eau Potable.
<b>AFB</b>	Agence Française pour la Biodiversité
<b>ANC</b>	Assainissement Non Collectif
<b>ATTENTIVE</b>	Assainissement des eaux usées adapté au contexte Tropical par Traitement Extensif uTillsant des Végétaux
<b>BRGM</b>	Bureau de Recherches Géologiques et Minières
<b>CACEM</b>	Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique
<b>CDL</b>	Conservatoire Du Littoral
<b>CEB</b>	Comité de l'Eau et de la Biodiversité
<b>CIRAD</b>	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
<b>CMUBA</b>	Conseil Maritime Ultramarin du Bassin des Antilles
<b>CNRS</b>	Centre National de la Recherche Scientifique
<b>DCE</b>	Directive-Cadre Européenne sur l'eau
<b>DEAL</b>	Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
<b>EPCI</b>	Etablissement Public de Coopération Intercommunale
<b>FPV</b>	Filtres Plantées de Végétaux
<b>GEMAPI</b>	GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations
<b>GIRE</b>	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
<b>GWPC</b>	Global Water Partnership Caribbean
<b>IBMA</b>	Indice Biologique Macro-invertébrés Antilles
<b>IDA</b>	Indice Diatomique Antilles
<b>IFREMER</b>	Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la MER
<b>IRSTEA</b>	Institut national de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture
<b>MISEN</b>	Mission Inter-Services de l'Eau et de la Nature
<b>SCCNO</b>	Syndicat des Communes de la Côte caraïbe Nord Ouest
<b>SCNA</b>	Syndicat de Communes du Nord Atlantique
<b>SICSM</b>	Syndicat Intercommunal du Centre et du Sud de la Martinique
<b>OMB</b>	Observatoire Martiniquais de la Biodiversité
<b>ONEMA</b>	Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques.
<b>ONF</b>	Office National des Forêts
<b>PDM</b>	Programme De Mesures
<b>PFE</b>	Partenariat Français pour l'Eau
<b>PNRM</b>	Parc Naturel Régional de la Martinique
<b>PPI</b>	Programme Pluriannuel d'Intervention
<b>RELOB</b>	REseau Latino-américain des Organismes de Bassin
<b>RIOB</b>	Réseau International des Organismes de Bassin
<b>ROBAN</b>	Réseau des Organismes de Bassin d'Amérique du Nord
<b>SDAGE</b>	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
<b>SPANC</b>	Service Public d'Assainissement Non Collectif
<b>STEP</b>	STation d'EPuration des eaux usées
<b>STEU</b>	Stations de Traitement des Eaux Usées domestiques



---

🏠 7, avenue Condorcet - BP 3  
97201 FORT-DE-FRANCE - MARTINIQUE FWI

☎ 0596 48 47 20 🖨 0596 63 23 67

✉ [contact@eaumartinique.fr](mailto:contact@eaumartinique.fr)

🌐 [www.eaumartinique.fr](http://www.eaumartinique.fr)

